

M. Howard: Sauf erreur, les députés étaient prêts à étudier, entre 5 et 6 heures, un bill relatif à la lutte contre la pollution de l'air, mais ce serait peu indiqué aujourd'hui. (*Exclamations*)

M. l'Orateur: La Chambre y consent-elle à l'unanimité?

Des voix: D'accord.

L'hon. M. MacEachen: Nous pourrions peut-être nous prononcer dès maintenant sur la proposition de siéger entre 8 et 10 heures ce soir?

Une voix: Non.

M. l'Orateur: Le consentement unanime est refusé. La proposition est rejetée.

[*Français*]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, nous avons entendu, avant de dîner, l'éloquent discours du très honorable premier ministre (M. Pearson) dans lequel il exposait son point de vue relativement à la motion qu'il a présentée à la Chambre mercredi.

Nous avons, par la suite, entendu le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) nous faire part de ses objections, après quoi le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) a fait ses remarques au sujet de la situation parlementaire présente.

Monsieur l'Orateur, Jean-Paul Sartre disait un jour: «Quand les riches se font la guerre, ce sont toujours les pauvres qui meurent». Je pourrais dire, aujourd'hui, que quand les politiciens se font la guerre, ce sont encore les pauvres qui continuent de souffrir, de s'appauvrir et d'assister, impuissants, à un spectacle parlementaire qui n'est pas du tout à la hauteur des aspirations de la population canadienne.

De fait, la situation dans laquelle le Parlement se trouve présentement est attribuable directement au gouvernement qui administre les affaires nationales. Personne n'a empêché les membres du gouvernement d'être à la Chambre lundi dernier. Le chef de l'opposition officielle et le chef du Nouveau parti démocratique ont tous deux raison de blâmer le gouvernement et même de lui attribuer une irresponsabilité évidente dans les circonstances.

Seulement, monsieur l'Orateur, le Ralliement créditiste ne veut pas se faire l'associé d'un jeu ou de jeux parlementaires qui n'impliquent que des intérêts purement et nettement politiques.

C'est beau d'entendre les bonnes intentions de l'honorable chef du parti conservateur, lorsqu'il dit que le gouvernement a lamentablement échoué dans l'administration des

affaires nationales. J'aurais aimé qu'il nous présente sa solution au problème qui se pose actuellement.

● (2.40 p.m.)

Lundi dernier, le gouvernement a été défait. C'est une réalité, et ce sont là des faits. Il a été défait par un vote de 84 contre 82, lors de la motion tendant à la troisième lecture du bill C-193, «Loi modifiant la loi de l'impôt sur le revenu»—qui préconisait une hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers. Si le gouvernement avait, à ce moment-là, présenté le bill C-193, non pas dans le but de relever les impôts mais, plutôt, de les diminuer, il ne serait pas dans la situation où il se trouve présentement.

Lorsque le gouvernement a présenté sa résolution visant à hausser les impôts, nous l'avons combattue et à tous les stades de la procédure et de la discussion. Étant donné que le gouvernement, par la bouche du ministre des Finances (M. Sharp) et de tous les ministres, nous déclarait que le Canada était dans une situation économique alarmante et que l'inflation était en train de dévorer l'économie, nous étions d'avis que le moment était mal choisi d'augmenter l'impôt sur le revenu des particuliers. Au fait, cette augmentation contribuerait ni plus ni moins à diminuer le pouvoir d'achat des consommateurs canadiens devant l'abondance des richesses qui existent au Canada. Si le gouvernement avait présenté un projet de loi visant à distribuer plus équitablement les richesses réelles du Canada, il ne serait pas aux prises avec cette situation difficile qu'il a créée lui-même.

Monsieur l'Orateur, les ministres, depuis l'an dernier, nous répètent que les conditions financières du pays sont délicates et dangereuses, bref, que nous devons y attacher beaucoup d'importance. Pendant ce temps-là, le gouvernement a haussé le taux d'intérêt et, pourtant, on craint l'inflation. Néanmoins, c'en est de l'inflation! On a permis la même chose aux compagnies de prêts. Au fait, on leur a permis de hausser le taux d'intérêt sur la construction d'habitations domiciliaires, sous le prétexte qu'il y aurait plus d'argent disponible pour la construction de maisons pour loger les citoyens canadiens. Cependant, après l'adoption de toutes ces mesures par le Parlement, nous en sommes non seulement au même point, mais plus enlisés que jamais.

Des experts de la Société centrale d'hypothèques et de logement ont établi que si un citoyen voulait se faire construire une petite maison de \$15,000, il lui faudrait payer la somme de \$46,058 sur une période de 35 ans. Devant ces faits, comment peut-on déclarer qu'on sert le peuple canadien avec des mesures législatives semblables?

[L'hon. M. MacEachen.]